

Trump veut réduire au silence la critique contre Israël. Nous devons continuer à résister.

Par Nada Elia, 13 décembre 2019

Aucune des mesures destinées à criminaliser le militantisme en faveur de la Palestine n'a arrêté la montée de l'antisémitisme dans ce pays, qui est propagé par des suprémacistes blancs.

Le 11 décembre, le président des Etats-Unis, Donald Trump, [a signé un décret-loi](#) – supposé protéger de l'antisémitisme les étudiants juifs sur les campus – décret qui constitue une escalade critique dans sa rhétorique anti-palestinienne.

Pourtant, le décret est un développement logique, plutôt qu'une déviation, de ses actions précédentes. Alors que militants, organisateurs et nos alliés se concentreront sans doute sur les meilleures manières d'affronter ce dernier outrage, il est important de garder à l'esprit quelques points.

Faire taire BDS

D'abord, le décret de Trump n'est que le dernier d'une longue campagne des défenseurs d'Israël et des politiciens, tant démocrates que républicains, pour réduire au silence la

critique contre Israël – et spécifiquement, pour étouffer le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) sur les campus des universités.

Mondoweiss a décrit ce décret comme [une déclaration de guerre](#) contre le mouvement de solidarité envers la Palestine, mais cette guerre se poursuit depuis des décennies et n'a certainement pas été « déclenchée » par Trump.

Il y a une décennie, Saree Makdisi et David Theo Goldberg, professeurs à l'université de Californie [ont documenté](#) que 33 organisations surveillaient les discours critiques contre Israël sur les campus américains – un nombre qui a augmenté depuis ; et leur mission a évolué au-delà d'une simple surveillance, vers une législation active contre les étudiants et le personnel qui soutiennent la justice en Palestine.

La solidarité avec le peuple palestinien opprimé a toujours été attaquée aux Etats-Unis, mais comme BDS a proposé des démarches concrètes pour instituer la solidarité, transformant le discours global sur le sionisme et la résistance palestinienne autochtone, il est devenu la cible d'attaques focalisées au plus haut niveau gouvernemental, à la fois en Israël et en Occident. Les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne s'en sont tous pris autoritairement au mouvement populaire.

Donc, alors que beaucoup de juifs étaient à bon droit inquiets de l'affirmation de Trump selon laquelle leur religion est une nationalité – une affirmation qui a circulé largement avant la signature du décret et feraient d'eux des « outsiders » dans tous les pays où ils vivent, excepté en Israël – ces juifs qui ne sont pas sionistes ne peuvent et ne devraient pas le

prendre pour eux-mêmes.

La solidarité avec la Palestine croit, malgré la censure et le musellement autoritaires. Le décret de Trump, inspiré par les conseillers sionistes, porte en définitive sur le fait de réduire au silence les Palestiniens et la critique d'Israël.

Une inégalité intrinsèque raciste

Israël a toujours maintenu une distinction entre « nationalité » et « citoyenneté », grâce à laquelle tous les juifs, israéliens ou non, peuvent obtenir la « nationalité », alors qu'aux non-juifs, ce qui veut dire à la population palestinienne d'Israël, ne peut être accordée que la citoyenneté.

Tout soutien pour Israël est le soutien d'une inégalité intrinsèque raciste, sur laquelle Israël a été fondée comme « nation juive ». Le décret-loi de Trump crée une autre opportunité pour expliquer aux « sionistes progressistes » pourquoi tout sionisme est du racisme, parce que le sionisme est la croyance que les juifs devraient être une nation non démocratique, exclusiviste.

Le décret de Trump est aussi la conséquence logique de toute la législation anti-BDS que les militants ont combattue dans les dernières années, alors que les politiciens, y compris ceux prétendus « progressistes », n'ont pas défendu BDS, à de rares exceptions près.

Aucune des mesures pour [criminaliser BDS](#) n'a écrasé la montée

de l'[antisémitisme](#) dans ce pays, comme le prouve le nombre inquiétant d'attaques contre des magasins juifs, des centres communautaires, des synagogues et des cimetières. Et ces attaques sont perpétrées par des suprémacistes blancs, pas par des militants BDS.

Nous devrions transmettre ce message à ces politiciens qui s'inquiètent honnêtement de l'antisémitisme et qui ont à tort – par commodité, ou simplement par paresse intellectuelle et morale – blâmé BDS pour cela.

Le décret de Trump pourrait [retirer des financements](#) aux universités qui n'arrêtent pas la critique contre Israël. Mais le militantisme pour la justice pro-Palestine n'a jamais compté sur des financements importants de bourses d'état et d'administrateurs universitaires pour leur action, qui continue à fleurir au niveau populaire.

Contrairement aux [trols](#) sionistes qui sont payés pour répandre des discours pro-Israël, les militants BDS sont des volontaires, qui offrent leur temps, leur énergie et leur créativité, et paient de leur poche pour donner des exposés, créer des brochures et fabriquer des banderoles.

Si le décret-loi de Trump peut impacter le discours sur les campus, et peut-être mettre fin aux événements comme l'*Israeli Apartheid Week* – qui devra peut-être se déplacer dans les sous-sols et les salles de réunion des églises, des mosquées et, espérons-le, de quelques synagogues – les militants vraiment radicaux savent depuis longtemps que « [la révolution ne sera pas subventionnée](#) ».

Légalité et moralité

En tant qu'ancienne membre du collectif de pilotage d'Incite!, un réseau de féministes de couleur s'organisant pour mettre fin à la violence**, je me rappelle que début 2004 – même avant que l'appel pour BDS n'ait été lancé – nous avons obtenu une généreuse subvention de la Fondation Ford pour notre travail.

Nous avons démarré deux projets importants, sans lien avec la solidarité en Palestine, juste pour entendre quelques mois plus tard que la [subvention avait été retirée](#) après que des membres dirigeants de la Ford Foundation ont lu en ligne nos « points de rassemblement », qui incluaient la solidarité avec la lutte palestinienne. Après le choc initial, Incite! a néanmoins continué ses projets, obtenant de l'argent dollar par dollar, sans subventions de fondations.

Nous ne devons pas nous leurrer avec l'idée qu'un travail vraiment révolutionnaire serait nécessairement « légal », ni que la légalité est nécessairement morale. La réponse la plus importante en ce moment est de renouveler notre engagement envers la justice, sachant que la justice a de nombreuses fois au cours de l'histoire été en contradiction avec le « pouvoir ».

L'esclavage était légal, et aussi l'apartheid, ainsi que l'Holocauste. Ce qui est légal n'est pas nécessairement moral et ce qui est « illégal » est peut-être le comportement le plus moral.

Que 2020 soit l'année où nous nous réengageons tous envers une

vision de la justice pour tous – aux Etats-Unis, où la suprémacie blanche s'exprime par le nativisme, l'islamophobie et l'antisémitisme, mais aussi en Palestine, où le sionisme, qui a toujours maintenu que les juifs étaient une « nation » et pas seulement une religion, doit aussi être contesté, en travaillant à établir la justice de la rivière à la mer.

Une nouvelle [campagne](#) lancée ce mois-ci par la Campagne américaine pour les droits palestiniens et le projet Adalah pour la justice affirme cet engagement envers « le droit à résister ».

En même temps, le directeur de Palestine Legal, Dima Khalidi, a [affirmé](#) que « plutôt que de fournir de nouvelles protections aux étudiants juifs contre l'antisémitisme rampant et mortel d'un nationalisme blanc renaissant, [le décret de Trump] vise à définir les contours de ce que nous pouvons dire sur la Palestine et Israël. Nous ne nous soumettrons pas et nous le contesterons ».

Nada Elia

Nada Elia est une écrivaine et commentatrice politique palestinienne de la Diaspora, qui travaille actuellement sur son deuxième livre, Who You Callin' « Demographic Threat? » Notes from the Global Intifada. Elle a été professeur d'études sur le genre et d'études globales, maintenant à la retraite, et est membre du comité de pilotage de la Campagne américaine pour le boycott académique et culturel d'Israël (USACBI).

Trad. CG pour l'Agence Media-Palestine

Source: [Middle East Eye](#)